

FRANCO A L'ONU?

L'Internationale  
des ASSASSINS  
au grand complet!

Réarmement allemand  
et  
"3<sup>e</sup> front"

M. JULES MOCH, ministre de la Défense Nationale, vient de rentrer d'Amérique et fera des déclarations importantes sur les négociations qui y a menées, et particulièrement sur la création d'une armée européenne. L'intégration d'effectifs allemands dans cette armée a en effet soulevé de vives discussions entre les Etats-Unis et la France.

Du côté français rappelons le chauvinisme bien connu du ministre de la Défense Nationale, sa germanophobie presque pathologique.

Et une fraction importante de l'opinion française partage cette haine de « notre ennemi héritaire ». Les cuivants souvenirs de l'occupation ne sont pas encore éteints, et les « habits verts » sont fort mal vus en France. De la droite traditionnelle à l'extrême gauche on ne s'est pas fait honte d'exploiter ce sentiment chauvin, et le parti de M. Thorez s'est trouvé en bonne place pour évoquer l'image du fantassin français au coude à coude avec le feldgrau.

Du côté allemand des mouvements pacifistes assez puissants se sont faits jour, se traduisant par la démission d'un ministre de l'Intérieur, par le renvoi du général comme Von Schwerin, conseiller militaire du gouvernement Adenauer. Et enfin, par la poignée de mains du social-démocrate Schumacher et du pasteur Niemoller, se plaçant sous l'église de la même et traditionnelle colombe. Il semble en effet, mise à part quelques individus qui conservent par tradition de caste un amour invétéré de la Wehrmacht, que les Allemands n'ont aucune envie de se battre. Mais affirmer que l'on permettra au peuple de rester longtemps dans ces bonnes dispositions nous paraît assez hasardeux. De l'autre côté du rideau de fer, par exemple, on procède à l'armement aussi des Allemands, et il ne nous semble pas qu'ils réagissent beaucoup. Nous n'avons d'ailleurs rien à leur reprocher, car est-ce la guerre des nerfs qui nous use ? l'annoncé des conflits successifs : Corée, Indochine, et bientôt peut-être les Etats-Unis, laisse le Français moyen de plus en plus indifférent.

L'opposition française comme les hésitations allemandes ont fait échouer la conférence des ministres occidentaux de la Défense. Un autre facteur a joué d'ailleurs pour favoriser cet échec : l'annonce que l'Union soviétique était prête à entamer des négociations pour la réunification de l'Allemagne. L'abîme toujours ouvert de ce pays dont l'unité ethnique était tout de même réalisée et qui, artificiellement, a été divisé en deux, gêne en effet passablement nos diplomates. Et d'un côté comme de l'autre du rideau de fer on a bien peur que l'unité tant désirée par les Allemands ne se réalise aux dépens de l'un des deux blocs, la puissance militaire de la Ruhr pouvant déséquilibrer fortement la balance des forces en présence.

(Suite page 4, col. 3.)

**REDACTION-ADMINISTRATION**  
Etienne Guillemau, 145, Quai de Valmy  
Paris-10<sup>e</sup> C. P. 5072-44

**FRANCE-COLONIES**  
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.  
AUTRES PAYS  
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.  
Pour changement d'adresse joindre  
25 francs et la dernière bande

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 244

VENDREDI 17 NOVEMBRE 1950

LE NUMERO : 10 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE  
ANARCHISTE »

## L'ONU VOTE sa propre condamnation

## 40.000 frs d'amende !

Nous savions bien qu'il ne fallait pas attendre grand-chose de bon de l'ONU, nous savions ce qui se cachait derrière les déclarations humanitaires aussi pompeuses qu'hypocrites des délégués, mais malgré notre pessimisme, nous ne pensions pas que cette assemblée, d'inopérante et inutile, deviendrait aussi ouvertement dangereuse et nocive pour les principes mêmes qu'elle s'est donné pour tâche de défendre. Non, nous ne pensions pas que la complicité tacite des membres de l'ONU qui permettait au dictateur espagnol de se maintenir au pouvoir se transformerait en un soutien effectif et public — car il n'est malheureusement que trop certain que le vote de l'ONU consolidera le pouvoir de Franco. Nous ne pensions pas que cette assemblée, au moment même où elle dénonce et combat une agression en Corée, pousserait l'impudence jusqu'à sanctionner par son approbation une autre agression qui, si elle date de quelques années, n'en fut et n'en reste pas moins l'un de ces crimes contre l'humanité, l'un de ces attentats permanents, contre les « Droits de l'Homme » et les « libertés fondamentales » que cette même ONU, deux jours ayant, se chargeait de faire respecter par le monde entier (« Plan Acheson » d'action commune pour la paix. Adopté le 3 novembre par 52 voix contre 5 et 2 abstentions)...

Nous avons dénoncé à plusieurs reprises les dangers que représentent les déclinaisons qui ne manqueraient pas de suivre l'espoir que l'ONU avait fait lever dans le cœur d'innombrables naïfs. La dernière tartufferie de cet organisme nous donne une fois de plus raison. Qui à présent, prendrait encore au sérieux cette assemblée qui viole les lois édictées par elle-même ? Quel crédit pourrait-on encore accorder à un organisme chargé de la police du monde et qui s'accouche avec l'un des gangsters mis par ce même organisme au ban de la société ?

Si les peuples n'y mettent le holà, il est probable qu'elle ne s'arrêtera pas en si bon chemin, après avoir entraîné l'entrée de service, elle introduira demain Franco par la grande porte : on a tellement besoin de lui. L'Espagne n'a-t-elle pas une des meilleures armées d'Europe, sinon la meilleure ? N'est-elle pas une base stratégique de premier ordre ? Alors...

Un jour les nations retrouveront une passagère unanimité pour violer les engagements pris d'un commun accord, pour fermer les yeux sur la misère d'un peuple étrouffé, bâillonné, saigné quotidiennement.

Rien, jamais, ne justifiera ce nouveau coup porté à la cause de l'Homme. Aucune raison ne peut justifier ce vote criminel, et celui qu'il prépare, et les « démocraties » se réservent de dangereux lendemains qui en sont réduites à de pareils expédients. S'allier à un

peuple magnifique, après quinze années de lutte, avait espéré que les « démocraties » victorieuses liquideraient Franco complice du nazisme qu'elles venaient d'abattre. Ce fut une première déillusion. Les Espagnols espéraient encore : Franco était mis au ban des nations civilisées, il était isolé, le blocus allait l'obliger à capituler. Le blocus ne fut jamais effectif. Les mêmes nations qui l'avaient voté retrouvèrent une passagère unanimité pour violer les engagements signés d'un commun accord. Le peuple espagnol continua la lutte, il savait bien que le « business » était roi et qu'on le sacrifiait à des dividendes, mais un jour viendrait...

Le succès des nations retrouveront une passagère unanimité pour violer les engagements pris d'un commun accord, pour fermer les yeux sur la misère d'un peuple étrouffé, bâillonné, saigné quotidiennement.

Alors nous verrons bientôt Franco siéger au côté des « démocraties » et prendre part à la « croisade pour la liberté », lui qui a chassé, enfermé, fusillé, les hommes libres d'Espagne. Nous le verrons collaborer à « la défense de la civilisation ». Jui, le raseur de villes qui a réduit au silence tout ce qui pense, lui dont la seule présence fait fuir de leur pays les meilleurs de ses artistes, lui l'homme des autodafés, qui en dix ans a fait reculer d'un siècle la civilisation espagnole.

Quel beau compagnon de lutte pour les élus socialistes anglais, pour les représentants du gouvernement français à participation socialiste, pour les diplomates de l'Inde « libre et démocratique »...

Quel beau guignol parmi d'autres guignols.

L'ONU en votant la reprise des relations diplomatiques avec Franco, a signé sa propre condamnation : de même que la S.D.N. sombra dans le ridicule, l'ONU sombrera dans les compromissions.

Cela devait arriver et cela nous indiffère : nous n'avons jamais accordé la moindre confiance à cet agglomérat des représentants de gouvernements, mais ce qui ne nous indiffère pas ce sont les conséquences des honteuses bêtises de cet organisme, ce sont les répercussions que cette nouvelle déillusion aura sur l'ensemble du peuple espagnol. Ce peu-

gangster pour combattre un autre gangster reste toujours une opération risquée. Pour nous, pour tous les honnêtes gens ce genre d'association appellera toujours un « gang ». Pour nous, pour tous les honnêtes gens, la fin ne justifiera jamais les moyens, à plus forte raison, quand cette fin est elle-même une mauvaise fin et quand ces moyens sont de mauvais moyens.

Permettra-t-on aux pantins de Lake-Success de foulter aux pieds les souffrances, les deuils, le martyre de tout un peuple ? Leur permettra-t-on d'ajouter de nouveaux barreaux aux prisons franquistes, de nouveaux cadavres aux charniers espagnols, de nouvelles victimes au martyrologue antifasciste ?

Les peuples abrutis par leurs propres soucis, intoxiqués de politiciannerie, empoisonnés par une psychose de guerre savamment entretenue, ne sont-ils plus capables de se souvenir ? Ont-ils oublié les quelques magnifiques exemples de solidarité internationale qu'ils surent donner au monde ? Ne savent-ils pas que ce camouflet des politiciens au peuple espagnol les atteint tous, que l'abandon de ce peuple à la dictature franquiste est une menace pour tous ? Ont-ils oublié la leçon de l'avènement du nazisme et du fascisme, la leçon de la Révolution Espagnole ?

Nous voulons espérer que non, nous voulons espérer qu'un sursaut de la conscience populaire sauvera empêcher, un nouveau crime. Quoi qu'il en soit, nous n'abandonnerons jamais la lutte et, si les hommes sont assez lâches ou assez inconscients pour abandonner l'Espagne et se faire les complices de leurs gouvernements, nous n'aurons de cesse que lorsque nous aurons réveillé leur conscience, nous n'aurons de cesse que lorsque le peuple espagnol sera enfin débarassé de ce chameau du monde occidental : la dictature franquiste, et nous n'oublierons pas que la meilleure forme de solidarité est dans l'action.

R. CAVAN.

Devant la 17<sup>e</sup> Chambre correctionnelle, le samedi 4 novembre, comparaissait le « Libertaire » en la personne de notre camarade Maurice Joyeux, pour un article paru dans le « Lib » du 17-2-1950 intitulé « Libérez le canonnier Buret ». Nous étions poursuivis pour « apologie du crime » ! Pas moins, pas plus.

Rappelons les faits : en 1940, après l'armistice, le dénommé Charly, colonel de son méfier, voulant poursuivre la lutte, fut tué par le canonnier Buret qui trouva sûrement à cette époque que la drôle de guerre avait assez duré, et que les propagandistes du fameux mot d'ordre : « Tenir le dernier quart d'heure » (dixit Paul Reynaud) s'étaient volatilisés et qu'ils étaient loin du champ d'action. Sauf Charly, colonel. Sa présence fut tout le drame. Le moral des soldats n'était pas très bon, et les morts glorieuses évitèrent le plus possible. A quoi bon après tout !

Maintenant, la magistrature est rentrée de vacances après un long séjour dans certaine ville d'eau renommée pour les rhumatismes perpétuels.

Et voici son premier « travail » : condamnation de Joyeux : 40.000 francs d'amende. La société bourgeoise se défend et le manque de respect dû au chef « se paye. La défense des opprimés est interdite. La caste étoilée commande, bien à l'abri, les guerres « contre le militarisme allemand », « contre le fascisme », « pour la liberté ». Les généraux meurent dans leur lit...

Amis lecteurs, devant la rage d'un régime moribond qui veut survivre, aidé-nous. Notre Comité d'Ent'aide a besoin d'argent. Malgré l'adversité, nous continuerons le combat. Dès aujourd'hui, envoyez votre souscription à notre camarade André Moine, 10, rue Bichat, Paris (10<sup>e</sup>). C.C.P. Paris 4730-94.

## La déclaration de Joyeux

Les déclarations de Joyeux à l'audience ayant été rapportées avec quelques variantes, nous les reproduisons :

« Monsieur le Président, je voudrais faire deux déclarations...

Voici la première. Vous avez fait état de mes condamnations — aucun d'entre elles n'est susceptible de porter préjudice à mon honabilité — Il est quelqu'un dont le casier judiciaire a porté les mêmes condamnations judiciaires que le mien, avec cette différence toutefois, qu'elles furent encore plus nombreuses — c'est Blanqui l'insurgé ! — Aujourd'hui, si vous feuillez les livres d'Histoire de tous les autres pays qui sont les agresseurs, c'est toujours sous pays qui a raison, dans les dernières pages sa photo en bonne place...

La seconde : C'est que je suis un anarchiste avec tout ce que cela comporte d'inconvénients, mais également tout ce que cela comporte de beautés spirituelles. Veuillez-vous, depuis deux siècles, les hommes sont conduits

au massacre au nom de la « Liberté » ! C'est au nom de la « liberté » que mon père fut tué sur la Marne en 1914 ! ! ! C'est au nom de la « liberté » que demain peut-être on va nous jeter à nouveau dans le massacre ? Moi j'ai définitivement choisi ! je dirai non ! J'ai écrit cet article sous le coup de l'indignation. Tout le monde aujourd'hui se réclame d'un pacifisme murmuré du bout des lèvres. Des gens sont contre leurs officiers, leur armée, au nom de la lutte contre la guerre, mais se prosternent devant les officiers ou les armées d'un autre pays. Lorsqu'on vous conduit à la guerre, c'est toujours les autres pays qui sont les agresseurs, et cela dans tous les pays du monde. Les hommes en ont marre de tout cela.

Regardez autour de vous. De nombreux chefs d'Etats ont dans leur jeunesse été condamnés comme moi pour avoir écrit ce que j'ai écrit. Aujourd'hui, confortablement installés dans leur fauteuil, ils s'apprêtent à nous jeter à nouveau les uns contre les autres.

C'est parce que je suis un ouvrier quelqu'un d'autres ouvriers ont assez de confiance pour l'avoir placé à un poste de responsabilité syndicale que je me dresserai toujours contre la guerre.

Monsieur le Président, j'ai été, je suis et je resterai toujours un anarchiste. »

LA PAIX ET LES MENTEURS

D'EPUIS un certain temps, les staliniens amorce un nouvelle manœuvre visant à noyer et à désagréger les organisations pacifistes jusqu'alors réfractaires à la propagation des « partisans » de la Paix, propagande trop visiblement inspirée par le souci de servir la stratégie diplomatique russe.

La méthode employée est classique. Si elle n'a pas le mérite de la nouveauté, du moins devons-nous reconnaître qu'elle ait ses préuves : son dernier succès — et il est de taille — a permis aux staliniens d'emparer de la C.G.T. et de provoquer ainsi l'éclatement de l'unité syndicale.

Le but que se proposent aujourd'hui les staliniens est de détruire l'unité des pacifistes réalisée sous l'égide du Cartel International de la Paix. Cette organisation, groupant sur la base d'une charte minimum des pacifistes de toutes tendances : révolutionnaires, syndicalistes, fédéralistes, mondialistes, non violents chrétiens et gandhistes, etc., avait eu le mérite de rassembler

des hommes aux pensées profondément divergentes sur la plupart des problèmes sociaux et philosophiques, mais unis par une volonté commune : celle d'opposer à la guerre un refus total, chaque participant restant fidèle à ses propres méthodes de lutte.

Que des hommes se rassemblent pour refuser LA guerre et non pas UNE guerre, voilà qui ne pouvait que porter ombrage aux staliniens dont le pseudo pacifisme s'accommode fort bien du militarisme russe. Et ils songeront que le mauvais coup qui avait si bien réussi dans le domaine syndical pouvait se renouveler dans les milieux pacifistes.

D'où l'amorce de l'un de ces virages auxquels ces maîtres acrobates nous n'aurons jamais accès : la manœuvre réussira-t-elle ? Il est bien évident qu'elle ne saurait atteindre les pacifistes révolutionnaires à qui une vieille expérience a permis de mesurer la duplicité bolchevique. Par contre, il faut reconnaître qu'elle a trouvé des échos chez certains pacifistes chrétiens dont

l'indiscutable bonne foi n'a d'égale que leur naïveté.

(Suite page 2, col. 1)

## Appel des Anarchistes Japonais

Alors que la guerre de Corée s'éternise et que le peuple coréen semble devoir retomber sous l'abominable régime de Syngman Rhee, pour la complicité du brutal impérialisme U.S.A., l'appel des camarades japonais à la Corée que nous publions ci-dessous prend toute sa valeur.

« Enfin, l'heure a sonné où vous pouvez décider vous-mêmes de votre destinée. Si vous vous égariez du chemin tracé, une fois de plus vous deviendrez des esclaves de l'autorité et du capitalisme.

Il n'y a qu'une seule voie. Vo-

tre espoir d'une Corée libre, juste, fraternelle ne peut se réaliser sans que vous soyiez véritablement affranchis, aussi bien des U.S.A. que du communisme totalitaire ou d'une quelconque puissance impérialiste. Chassez-les tous et édifiez la Corée du peuple travailleur.

« Nous, anarchistes du Japon, regrettions de tout notre cœur que vous vous massaciez mutuellement. Mettez un terme aux massacres et efforcez-vous de bâti une Corée pour vous-mêmes !

« Nous vous aiderons de toutes nos forces jusqu'à la mort. »

CE SOIR

## Palais de la Mutualité GRAND GALA ANNUEL DU "LIB"

au profit des œuvres de solidarité du Mouvement Libertaire

Les plus grands noms... les plus grands talents de la scène... de l'écran... de la radio...

Henry MURRAY de l'Odéon présentera :

Humberto CANTO  
et ses rythmes cubains

Les frères DEMARNY  
les jumeaux de la chanson

Yves DENIAUD  
la grande vedette de  
la scène et de l'écran

La formidable équipe des trois MAILLETZ

Les trois Léo : CAMPION, FERRÉ, NOËL

Catherine SAUVAGE — Cora VAUCARIE

Jacques GRELLO  
de la Tomate

Suzanne GABRIELLO  
la jeune ingénue du cinéma

GABRIELLO  
le grand comique de l'écran  
et de la radio

Guy MARLY  
le chanteur de la radio  
et du disque

## LES RÉFLEXES DU PASSANT

SIC ITUR  
AD ASTRA

N'avez crainte, bonnes gens, il s'en présentera plus d'un, le rôle est bien payé, feu Anatole France en convient volontiers.

D'Aragon à Gide et de Malraux à Cocteau, il ne manquera pas de volontaires pour ramener à Paris le flambeau de l'opposition accréditée grâce à se convertir à n'importe quoi, voire au matérialisme dialectique, pourvu que ça « mousse ».

Car il en faut de ceux qui canalisent adroitement l'individualisme et assurent le contact entre la révolution et le pouvoir.

Qu'ils se nomment provocateurs, mouchards, flics ou écrivains d'avant-garde, ils sont nécessaires à la défense internationale du monde civilisé.

Portez donc le deuil, messieurs les gouvernements.

Que les cloches de Westminster et les canons du Kremlin saluent ensemble le cadavre de Shaw. Nous on s'en fout.

Enterrez-le dans un quelconque Panthéon, chantez des cantiques sur sa tombe et oubliez la vie.

Qu'on nous foute la paix avec Shaw !

CLAUDE-ARMAND.

**P**LEUREZ, cloches de Westminster, pleurez ! Le monde civilisé vient de perdre l'un de ses plus intangibles soutiens. Pleurez, cloches de Westminster, pleurez ! L'immortel défenseur de la moralité britannique, le censeur éclairé des meurs publiques, le révolutionnaire officiel, « l'anarchiste » décoré, le maître de l'humour gouvernemental s'est laissé périr dans une seconde d'inattention. G.-B. Shaw n'est pas mort depuis huit jours que déjà les auteurs de la farce ministérielle lui cherchent un remplaçant.

Les livres "LE MENSONGE D'ULYSSE"  
ou l'illusion de Paul Rassinier (1)

« Voici, diront certains, encore un nouveau livre sur les camps hitlériens ! » — « Oui, répondront d'autres mieux informés, mais ce n'est pas un livre comme les autres ; au lieu d'entretenir les mythes propagés par les déportés au retour dans leurs pays, il détruit ces mythes au nom d'une analyse imputoyable et d'un magnifique souci d'objectivité. Voici enfin la vérité sur les camps de concentration allemands, proclamée par un déporté non conformiste. » Disons tout de suite quels sont, selon Paul Rassinier, ces légendes à détruire : celle du sadisme systématique de la S.S., celle du caractère bénéfique des bureaucraties politiques de prisonniers qui administraient plus ou moins ouvertement les camps. En somme, les S.S. seraient moins « méchants » qu'on ne l'a dit, et les bureaucraties déportés beaucoup plus. Pour résumer en une formule le livre de Rassinier, et avec toutes les réserves que comporte une telle concession : « le bureaucrate, voilà l'ennemi. Ou, en reprenant le titre célèbre d'un film de l'année passée : « Les assassins sont parmi nous » [le « nous » représentant les prisonniers des camps de la mort]. Ce livre est un réquisitoire, et c'est sans doute pourquoi il ne me semble pas

possible de lui apporter une adhésion totale, ou un refus total. Je ne suis pourtant pas de ceux qui confondent la critique avec le « moitié-moitié », ni avec le « y'a du bon, et y'a du mauvais » chers aux écrivassiers distingués qui ménaient la chevre et le chou pour conseiller leur gagne-pain dans les colonnes des journaux bien pensants. Oserai-je même dire que j'aime le scandale lorsqu'il n'est pas mauvais, et même que par endroit il croûte. Entendons-nous bien : il reste des parties saines, solides, des choses qu'il fallait dire. Il est exact qu'il y ait eu partout, sur la base de l'administration intérieure des camps, avec des déportés eux-mêmes, création d'une bureaucratie qui entretienait des rapports avec des comités politiques, nationaux, ou même étaient membres des seconds et vice-versa. Ainsi, la bureaucratie officielle se doublait de bureaucraties clandestines qui intriguaient, frappaient, luttaient, dénonçaient pour conquérir le pouvoir intérieur. Il est exact que la situation matérielle des bureaucraties était hautement privilégiée, avec des inégalités telles que nous n'en connaissons pour ainsi dire pas dans la vie « normale ». Tandis que les uns vivaient dans le luxe, des multitudes périssaient dans la famine, la misère. Il est exact que l'arbitraire bureaucratique sévissait, que des détenus au pouvoir dans les bureaux décidaient du sort de milliers de déportés, que la schlagfuge était le seul moyen manié par ces privilégiés. Il est exact qu'ils étaient l'organe exécutif des décisions de la S.S. Il est exact que le régime des coteries et des petits camarades sévissait. Il est exact que l'appareil officiel, et les appareils clandestins qui le contrôlaient, poursuivaient souvent des buts d'intérêt privé. Il est exact dans une certaine mesure que le but des camps de concentration n'était pas l'anéantissement des prisonniers, mais le travail forcé de ces esclaves modernes ramenés aux conditions de vie les plus primitives et les plus élémentaires.

Mais, arrivé là, mon cher Rassinier, je refuse de te suivre plus loin. Car ta thèse se poursuit : non seulement les bureaucraties, particulièrement « politiques », ont commis tous ces abus, toutes ces saloperies, tous ces crimes, mais encore, c'est elles qui ont rendu la vie intenable dans les camps, elles qui sont responsables de la plus grande partie de toutes les morts, de toutes les souffrances. Tu déclares nettement : « Je suis, pour ma part, persuadé que, dans les limites résultant du fait de guerre, rien n'empêchait les détenus qui nous administraient, nous commandaient, nous surveillaient, nous encadraient, de faire de la vie dans un camp de concentration quelque chose qui aurait ressemblé d'assez près au tableau que les Allemands présentent... aux familles qui demandaient des renseignements » (p. 104). Seulement, ces détenus responsables ont, pour toi, préféré faire crever tout le monde pour assurer leurs priviléges : « ... Il est été préférable de maintenir en vie tout le monde contre la S.S., et non seulement un noyau [de bureaucrates R.M.] à ses ordres, ne serait-ce que pour lui susciter des difficultés supplémentaires... Au lieu de cela, on a employé un moyen qui, s'il a sauvé ce précieux noyau, a fait mourir la masse » (p. 163). « ... En se contentant des plus grandes unités du système concentrationnaire que la bureaucratie ne soit pas condamnable et qu'il faille des hommes, bien nous, mais sous corrompus, pour tenir dans leurs mains arbitraires le sort de dizaines de milliers... »

Des esprits schématiques s'étonneront de me voir prendre ici la défense de la bureaucratie ; d'autres esprits non moins schématiques me reprocheront au contraire de l'attaquer. Les uns comme les autres auront ce tort de juger des camps de concentration avec les mêmes normes logiques et morales que pour la vie politique et sociale de tous les jours. Ceux qui me lisent savent que je n'ai pas pour habitude de ménager les bureaucraties syndicales, économiques, politiques, gestionnaires ; ils savent que je vois en elles un tragique destin possible de la servitude et de l'exploitation humaines. Je suis contre elles aussi bien sous une occupation russe que sous l'occupation hitlérienne. Mais dans les conditions particulières d'un camp de concentration, dont il serait idiot de faire purement et simplement un « concentré » de la société réelle, je me prononce de bonne foi et en pleine indépendance pour la bureaucratie, pour la domination de cette bureaucratie par les politiques libertaires, et pour le maintien de cette domination par tous les moyens. Dussent les puristes hurler au scandale !

Et Rassinier ne pâche pas par son opiniâtreté ; il pâche aussi par omission. Car, pourquoi ne signale-t-il pas la lutte de tous contre tous, du simple détenu contre le simple détenu, du pauvre type contre le pauvre type qui assommaient pour leur volet son paquet ? L'une des fonctions essentielles de la bureaucratie a été d'empêcher cette lutte, en assurant les distributions d'un bout à l'autre de la filière, au besoin à coups de matraques (et, je l'avoue, en prélevant sa part du butin). Là où la bureaucratie n'existaient dominante des gangs terroristes pour s'emparer de la nourriture par le pillage et le meurtre (j'en ai vécu à Sandbostel en 1945, et je peux témoigner).

Face au requistoir de Rassinier, il faut dresser un plaidoyer en faveur de la bureaucratie intérieure des camps, phénomène au double visage de mort et de vie, mais phénomène absolument nécessaire. Et c'est sans doute l'une des objections les plus grandes du système concentrationnaire que la bureaucratie ne soit pas condamnable et qu'il faille des hommes, bien nous, mais sous corrompus, pour tenir dans leurs mains arbitraires le sort de dizaines de milliers...

Des esprits schématiques s'étonneront de me voir prendre ici la défense de la bureaucratie ; d'autres esprits non moins schématiques me reprocheront au contraire de l'attaquer. Les uns comme les autres auront ce tort de juger des

camp de concentration avec les mêmes normes logiques et morales que pour la vie politique et sociale de tous les jours. Ceux qui me lisent savent que je n'ai pas pour habitude de ménager les bureaucraties syndicales, économiques, politiques, gestionnaires ; ils savent que je vois en

elles un tragique destin possible de la servitude et de l'exploitation humaines. Je suis contre elles aussi bien sous une occupation russe que sous l'occupation hitlérienne. Mais dans les conditions particulières d'un camp de concentration, dont il serait idiot de faire purement et simplement un « concentré » de la société réelle, je me prononce de bonne foi et en pleine indépendance pour la bureaucratie, pour la domination de cette bureaucratie par les politiques libertaires, et pour le maintien de cette domination par tous les moyens. Dussent les puristes hurler au scandale !

René MICHEL.

(1) : 1 vol. en vente au « Libertaire ». Préface d'Albert Paraz : 315 fr. Franco 370 francs.

(2) : Il s'agit des « puristes » de l'opinion publique. Quant aux « purs » qui sont morts au camp pour avoir refusé le compromis, objectif de conscience allemands, certains jeunes français que j'ai bien connus, je m'incline devant leur mémoire.

## CALENDRIER S.I.A. 1951



Demandez à votre Section locale de S.I.A. l'admirable CALENDRIER DE S.I.A. POUR 1951, qui sera mis en vente très prochainement.

Magnifique quadrichromie de Call. Douze dessins à la plume.

Six travaux relatifs au mal que la guerre a fait à l'humanité : « Les guerres de l'Antiquité », « Les guerres de Grèce et Rome », « Les guerres du moyen âge », « Les guerres napoléoniennes », « La Première guerre mondiale », « La Deuxième guerre mondiale ».

Six biographies de grands pacifistes : Berthe de Suttner, Jean Jaurès, Karl Liebknecht, Rose Luxembourg, Gustave Landauer, Romain Rolland. L'Almanach qui doit être dans tout foyer antifasciste.

Une édition en français et une édition en espagnol. Édité par S.I.A. des Etats-Unis et S.I.A. Français.

Dix pour cent de réduction sur toute commande supérieure à 10 exemplaires.

QUATRE-VINGTS FR. L'EXEMPLAIRE. — Les demandes doivent être adressées au Comité National de S.I.A., 50, allées Jean-Jaurès, Toulouse, ou : Délegation de S.I.A. Américaine en France, 29, rue des Couteliers, Toulouse.

En vente : 145, quai de Valmy.

## La paix et les menteurs

(Suite de la 1<sup>e</sup> page)

Quoi qu'il en soit, nous dénoncerons immédiatement ces nouvelles intrigues en mettant à jour le mécanisme de l'opération, en arrachant aux valets de l'impérialisme russe leur masque de fausse honnêteté avec lequel ils espèrent séduire quelques naïfs.

Ce mécanisme est fort simple. Le voici démonté en pièces détachées.

1<sup>er</sup> temps. — Les staliniens s'aperçoivent que malgré le battage effectué autour de l'appel de Stockholm, malgré les millions de signatures recueillies, une grosse partie de l'opinion publique demeure rétive, peu disposée à rejeter une guerre américano-russe pour accepter une guerre russe-américaine. D'autre part, certains aspects de la politique impériale russe et des satellites à ses ordres (en Allemagne, en Autriche, en Corée, au Tibet, etc...) apparaissent si peu pacifiques qu'ils provoquent un malaise au sein même des Partisans de la Paix, malaise accentué par le retrait spectaculaire de certaines personnalités marquantes, telles Cassou en France, Zilliacus en Angleterre, Wallace aux Etats-Unis.

Il s'agit donc pour les staliniens de valoriser leur crédit en baissant par une manœuvre adroite affirmer dès eux des hommes dont le pacifisme authentique leur servira de couverture et de panneau-reclame.

2<sup>nd</sup> temps. — A cette fin, tirant les ficelles des pantins à leur dévotion (les Yves Farge, Boulier et consorts) ils

placent dans la bouche de ces derniers les paroles les plus conciliantes. Ainsi le gros reproche fait à l'appel de Stockholm est de ne condamner que l'arme atomique, c'est-à-dire, en fait, de servir les intérêts de la Russie dont la suprématie en armement classique est indiscutable ? Qu'à cela ne tienne : les staliniens sont prêts à réviser leur attitude, à condamner toutes les armes et à réclamer le désarmement général. On accuse la Russie de s'isoler derrière le rideau de fer et de rendre ainsi impossible toute entente internationale ? Qui impose que les staliniens l'aient nié jusqu'ici : ils proposent alors de déposer cryptos apôtres comme de vénérables apôtres — comme de braves gens avec qui « on peut cause ».

Résultat : de part et d'autre, on se couvre de fleurs et, devant une assemblée de pacifistes, dont nous supposons bien que quelques-uns durent être suffisamment ébahis, on voit le député émérite abbé Pierre se congratuler avec le député crypto-stalinien Yves Farge. Une véritable lune de miel !

Il paraît que de telles confrontations, où on ne sait quoi le plus admirer de la naïveté des uns ou de l'hypocrisie des autres, servent la Paix...

Les choses sont là : l'inutilité de ces réunions de « confrontations » où, de plus en plus conciliants, les staliniens et leurs alliés cryptos apparaissent comme de vénérables apôtres

— comme de braves gens avec qui « on peut cause ».

Car s'il est vrai qu'on ne peut faire la paix qu'avec ses ennemis, il est non moins vrai qu'on ne sera pas la Paix en faisant le jeu, fut-il inconscient, de tous les fauteurs de guerre.

Contre celle-ci, il n'y a qu'une position valable : celle du refus et de la lutte contre les deux blocs impérialistes qui se disputent la possession du monde. C'est-à-dire, en fait, celle du 3<sup>e</sup> FRONT REVOLUTIONNAIRE proposé par la Fédération Anarchiste.

Si certains, découragés par l'apparente inutilité de cette lutte, se laissent entraîner dans l'attraction de la paix des deux blocs, les anarchistes, eux, ne renoncent pas.

Et ils ne renonceront jamais — même si doit venir le jour où les criminels d'Orient et d'Occident jetteront les peuples dans un nouveau massacre.

FAYOLLE.

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

6<sup>e</sup> REGION

LE MANS

Vendredi 15 décembre, à 20 h. 30  
Maison Sociale

La hiérarchie doit disparaître

Orateur : Fernand Robert (cheminot)

\*

2<sup>e</sup> REGION

ARGENTEUIL

Samedi 2 décembre, à 20 h. 30  
Salle de la « Pensée Humaine »  
42, rue de Paradis

J. Maïtron parlera de son livre

« Histoire du Mouvement

Anarchiste »

en France de 1880 à 1914

\*

10<sup>e</sup> REGION

TOULOUSE

Vendredi 17 novembre, à 21 heures,

Café des Sports,

Boulevard de Strasbourg

« 3<sup>e</sup> Front »

Orateur : LYG

\*

13<sup>e</sup> REGION

NICE

23 NOVEMBRE

Café de Lyon

Saint-Exupéry

8 DECEMBER

Salle Carlonia

La Consommation au service de l'homme

21 DECEMBER

Café de Lyon

La Commune libertaire

5 JANVIER

Salle Carlonia

Le plan de l'administration des choses

## RIDEAU DE FER

Nous rappelons à nos camarades que tout envoi de journaux, de revues, de publications anarchistes dans les pays derrière le « rideau de fer » est compromettant pour les destinataires, qui risquent la prison ou le camp de concentration.

Cela, le « Libertaire » le sait depuis toujours; mais il a été avisé que des envois de journaux ont été faits en Bulgarie.

Nous prions donc les camarades qui

# CULTURE ET RÉVOLUTION

## “L’OBSERVATEUR” S’EN VA-T-EN GUERRE...

Monsieur le Directeur,  
DEPUIS quelque temps, l’Anarchisme attire de nouveau sur lui l’attention des intellectuels et des théoriciens de tous les milieux. Nous ne saurons nous en étonner, nous autres militants de la F.A., dont le patient travail et l’espérance toujours solide ont été chaque jour employés à diffuser les idées libertaires. Nous ne saurons non plus nous scandaliser de la mauvaise foi et de l’impréhension systématiques, dont usent pour nous combattre ceux que commandent leur egoïsme ou leur passion partisane. Mais les trois articles publiés par Léon-Pierre Quint dans L’Observateur (n° 23, 24 et 25) ont été du nombre de ceux qui nous ont surpris : nous avions du souci d’objectivité de votre équipe une assez bonne opinion pour attendre dans vos colonnes autre chose qu’une pseudo-étude, diffuse, insinuante et fielleuse. Encore est-il que nous avions pu laisser pour ce qu’elle valut la mesquinerie personnelle de M. Léon-Pierre Quint, si L’Observateur (n° 24) n’avait cru bon d’attribuer à ses articles une importance, dont on ne peut que sourire lorsqu’on est informé de la question qu’il prétend traiter. Comme il y a, malgré tout, risque d’égayer le lecteur de bonne foi, nous espérons que L’Observateur fidèle à l’esprit d’objectivité dont il se réclame, saura nous ouvrir ses colonnes pour apporter aux articles dont il s’agit le commentaire que nous jugeons indispensable.

Qu'il y ait chez nos théoriciens des erreurs et des contradictions, c'est ce que nous sommes près à admettre a priori, n'ayant ni le honneur ni la facilité de croire à la vérité, une fois pour toutes, donnée et révélée, que nous abandonnons aux églises, religieuses et laïques. Ce que nous ne saurons admettre, c'est le refus de la critique et du libre-examen, pour nous et pour nos adversaires. Encore faut-il ne pas fausser ni tronquer la réalité.

Or, nous préférons que M. Léon-Pierre Quint, dans ses trois articles de L’Observateur, a tronqué et fausse la réalité.

1) Il tronque la réalité, lorsqu'il ramène l'anarchisme au terrorisme et à une mystique individualiste.

2) Il fausse la réalité par le ton de dénigrement qu'il adopte (même enrobé d'une espèce de condescendance qui voudrait se donner pour de la sympathie — et surtout par la perfidie qu'il distille (1)).

Débarrassons-nous d'abord de la perfidie. Les procédés qu'utilise M. Quint sont fort variés et témoignent chez lui d'une bonne culture dans ce domaine.

On part du simple et grossier tour de passe-passe, cher à la propagande électorale, et dont la rapidité d'exécution fait tout le mérite. On écrit par exemple (n° 24, page 18, colonne 2) : « Pilsudski, Mussolini, et tant d'autres socialistes anarchistes... (on écrirait, n'est-ce pas, tout aussi bien « Diorio et tant d'autres communistes staliens...) ; ou encore, on rapproche Proudhon et Hitler, parce qu'ils ont l'un et l'autre dénoncé « les partis bavards » (on pourra, n'est-ce pas ? tout aussi bien, et même avec plus de vraisemblance, assimiler Staline — ou Trotsky — et Hitler, parce que tenants du parti unique...). (n° 24, page 18, colonne 1).

On risque l'affirmation brûlante : « L'idée de guerre pour la dernière des guerres est une notion d'origine anarchiste » (n° 24, page 19, colonne 2). (Et l'on oublie, opportunément, tous les libertaires insoumis de 14-18 et de 39-45. On va même jusqu'à écrire : « En 1870 ou en 1914 (...), l'anarchiste (...) s'apprête à tout prix sur la guerre comme le terroriste sur sa bombe. » (n° 24, page 19, colonne 1.)

Plus spécialement, on tente de délicates inductions du détail à l'ensemble, de l'aberration individuelle aux fondements de la doctrine : comme si le racisme de tel ou l'autre dénonçait l'anarchiste pour une conséquence nécessaire de l'anarchisme. (n° 24, page 18, colonne 1.) Comme si le nationalisme et « l'appel au chef » (sic) étaient des traits typiques de l'anarchisme (ibid) (2).

M. Léon-Pierre Quint est mal venu d'opposer à Marx le « racisme » des anarchistes, alors que Proudhon riait la « bâtardeur welsche » (Du Principe Féderatif, chapitre 4), tandis que Marx, just pourtant, condamne les

juifs (Lettre à Ruge, Edition de l’Institut Marx-Engels, en allemand, 1<sup>re</sup> partie, page 607), et avec son ami Engels insulte bassement Lassalle « petit juif », « juif gribouilleux », etc. (Correspondance Marx-Engels, de mars 1856 à février 1860).

Enfin, l'on s'ébat dans la bonne veillée et confortable calomnie (sans négliger d'ailleurs de se cacher derrière le dos d'un autre) : « Chester-ton pretendait qu'il n'est pas d'anarchiste qui ne soit policier. » « Ce n'est sans doute pas par hasard qu'un des plus actifs mouvements russes fut, pendant huit ans, animé par un provocateur. » (N° 25, page 19, colonne 2.) Le thème avait été amorcé, dans les règles de l'art, dès le n° 23 (page 19, colonne 2) : « Les gouvernements les ont généralement tolérés, considérés comme inoffensifs. » Pard tout s'explique ! Mais la répression féroce de la Commune tédiratiste !... Mais les martyrs de Chicago ?... Mais Sacco et Vanzetti ?... M. Quint sait aussi pratiquer le mensonge par omission. Mais à quoi bon argumenter contre l’abjection ? Laissons M. Quint s'y vautrer.

Efforçons-nous d’oublier l’homme et sa perfidie. Venons-en à ses arguments et à son système d’attaque. Après tout, il s’agit moins de lui que de ceux dont la bonne foi pourrait être surprise.

M. Quint, traitant de l'anarchisme, « compose anarchiquement, comme il se doit ». Retournons-lui ce « compliment », qu'il adresse malicieusement, mais avec quelque légèreté selon nous, à L’Histoire de l’Anarchie, d’Alain Sergent et Claude Harrelle. Il procède par un mélange artificieux de la « petite histoire » et d’allusions trompeuses aux doctrines. Proudhon apparaît comme le petit bourgeois « implicitement (sic) antisémite », qui « fit appel à Napoléon ». Kropotkin est ramené à l’état de « moine précheur ». Quant à Bakounine, il suscite, semble-t-il, de Taniusha, de la fameuse Confession et de Netchaïev, pour fixer la physionomie du personnage. On cherchera vainement, dans les trois articles, un exposé cohérent de ce qu'il a chez ces trois hommes, chez ces trois théoriciens, de plus marquant et de plus solide : la transformation sociale par l’organisation fédérative, la théorie psychologique de l’entraide, et ce que Bakounine appelait son « Collectivisme ». (3)

A Marx, au contraire, dont M. Quint fait l’apologie constante (serait-ce le clou de tout l’article ?), on épargne le demi-jour de la biographie, les petits coins de l’aneddot, on escamote, sous l’apparence de l’opportunité politique, le terrible autoritarisme de Marx, le sabotage de l’Internationale par Marx, lorsqu'il s’vit minoritaire. Il n'est qu'un théoricien anarchiste, dont L.P. Quint paraît soucieux de pénétrer la doctrine de Stirner. Ce n'est pas un hasard...

On pourrait sans doute imaginer

que la « grande nostalgie » de Stirner, nostalgie infantile de l’harmonie spontanée, de l’identité héroïque qui permet l’assemblage d’une « société de saints juxtaposés » a été aussi, à quelque moment, celle de M. Quint lui-même, qui en serait demeuré obsédé et ne verrait plus qu’elle dans l’anarchisme.

Mais il est une autre raison qui explique l’entêtement de M. Quint à ramener l'anarchisme au stirnisme (« Le véritable (sic) théoricien de l'anarchie : Max Stirner », n° 23, page 18, colonne 2), ou plutôt, à un des aspects du stirnisme : c'est qu'il est commode pour qui veut réfuter l'anarchisme de le confondre avec l'individualisme. Il est alors loisible de se livrer à la cueillette des fruits douteux de l'anarchisme (comme on pourrait d'ailleurs à propos de tout mouvement dont l'activité s'étend à une partie importante de l'Histoire), sans s'occuper de savoir si ces fruits ne sont pas tenus pour doux avec le recul du temps, par les anarchistes eux-mêmes.

Malheureusement pour M. Quint,

Stirner seul ne définit pas plus l'anarchisme que l'anarchisme ne s'identifie au terrorisme, n'en déplaît aux historians bourgeois, qu'obsédait la propagande par le fait » et chez qui la peur étouffait le sens critique.

L'essence doctrinale de l'anarchisme est ailleurs que dans son mode d'expression, même violent : elle consiste en une critique générale de l'autorité, dont la critique de l'Etat n'est qu'un aspect. Ce qui d'ailleurs n'implique pas nécessairement le refus de l'organisation, mais engage à un contrôle assidu des délégués responsables, dans une structure fédérative, que Proudhon plaçait à côté de la démocratie authentique. (Principes fédératifs, chapitre 2.)

M. Quint, décidément, s'en tient à Stirner. Dénormes omissions, qui ne peuvent être que volontaires, ne sauraient le faire rougir. Pas un mot sur le rôle historique déterminant des anarchistes dans la lutte syndicale révolutionnaire ; pas un mot sur la structure et le fonctionnement des communautés libertaires d'Espagne... C'est à croire que M. Quint écrit pour les ignorants, ou plutôt pour les croyants — à moins que ce ne soit (plus vraisemblable) pour les demi-convertis, pour ceux qui hésitent encore au seuil du temple Stalin-Trotsko-Marxiste. — Ce n'est en en

quelque tribunal de Chicago (unique comme tous les tribunaux) condamnaient nos camarades pour leur activité dans la grève des usines Mac Cormick et pour s'être trouvés présents lors d'une manifestation pacifique où qui l'aurait été sans la police qui chargea et tira sur la foule et sans la réplique d'un inconnu qui lança une bombe parmi la masse des agresseurs.

On arrêta — au hasard, comme toujours — ou plutôt selon un hasard judiciaire qui frappe ceux qu'on juge les meilleurs et dont la disparition est la plus apte à décapiter un mouvement.

A cette arrestation arbitraire, écoutez de quelle digne et courageuse façon riposta Spies :

« Si j'avais jeté ou fait jeter cette bombe, je n'hésiterais pas à la déclarer ici. C'est vrai que des vies furent supprimées. Mais sonnez aux centaines d'existences que cette intervention foudroyante sauva du massacre. Si cette bombe n'eût pas été jetée, des centaines de veuves et d'orphelins seraient là où se trouvent à présent quelques victimes seulement. Mais on ne veut pas tenir compte de ce fait, de la provocation meurtrière qui coucha tant des nôtres et qui s'apprêtait à consommer une hécatombe plus formidable encore. »

Des farceurs, je vous dis.

Cependant ce 11 Novembre de défilés patriotiques ; ce 11 Novembre d'armistice, prétexte à manifestations cocardières, nous ramène à un 11 Novembre plus lointain que celui de 1818, à celui de 1887, où nos camarades Spies Lingg, Engel, Fisher et Parsons payaient de leur vie l'idéal social auquel ils avaient donné leurs forces et leurs pensées.

Il leur jetait plus loin :

« En m'adressant à ce tribunal, je commencerai par les mêmes paroles qu'un personnage vénitien prononça, il y a cinq siècles, devant le Conseil des Dix et dans une circonstance semblable : « Ma défense est votre accusation. Mes prétendus crimes sont votre histoire. » On a commis beaucoup de crimes juridiques et, même dans ce cas, les juges pouvaient agir de bonne foi. Mais, ici, vous n'avez pas même cette excuse. Les représentants de l'Etat ont eux-mêmes fabriqué les témoins. L'accusation a choisi un jury corrompu dans son origine. Devant ce tribunal, devant ce public, moi j'accuse le procureur de l'Etat et le juge Bonfield d'avoir machine cela pour nous assassiner. »

Louis Lingg ne fut pas moins courageux et plus virulente, peut-être, sa concession :

« Vous m'accusez de mépriser la loi et l'ordre. Qu'est-ce que cela signifie ? Ses représentants sont des policiers et c'est parmi eux que se retrouvent les bandits. Leur capitaine — qui m'entend — avoua lui-même que mes livres et mon chapeau furent volés dans son bureau par les policiers. Voilà vos défenseurs du droit de propriété ! Je vous méprise, je méprise vos

constante que les anarchistes adressent, sinon à Marx, du moins à ceux qui, après lui, se disent marxistes.

Il faut du reste reconnaître que la critique anarchiste appliquée aux expériences marxistes s'est, en général, révélée, hélas ! particulièrement périlleuse. M. Quint, pour qu'il soit sincère, ne nous contredira pas sur ses propres exemples. « Dès 1918, écrit M. Quint, n° 23, page 18, colonne 1, certains (confondant « à chacun selon ses besoins » avec « à chacun selon son travail ») croyaient déjà la société sans classes perdue, parce que Lénine venait d'établir une légère différenciation entre la rémunération du manœuvre et celle du spécialiste ». « Confondant ? Qui donc confond, qui donc confond ? On sait ce que « la légère différenciation » est due à ! On sait aussi ce qu'il en est advenu de la société sans classe en Russie... »

M. Quint écrit encore (n° 24, page 19, colonne 2) « en riant jaune sans doute » : « Les anarchistes voyaient notamment Bakounine — dans l'Etat populaire et centralisé, dont Marx affirmait la nécessité au moins provisoire, « le succès et le contrepartie » de l'Etat de Bismarck ». Franchement, remplacez « l'Etat de Bismarck » par « l'Etat des Tsars », et dites-nous si c'était si mal prophétisé ?

La critique pro-étatique, celle de M. Quint en la circonstance, touche moins juste quand elle se mêle de jurer

tout ce que dans cette perspective s'explique son entêtement à affirmer le génie de Marx. C'est Marx, selon lui, qui aurait le premier compris que « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » et qui aurait amené les anarchistes à se rallier à sa conception (n° 24, page 19, colonne 2). En vérité, Marx est peut-être l'inventeur de la formule, mais l'idée est fondamentalement anarchiste. Et, par un singulier retour, elle se révèle, à l'analyse, très peu marxiste. L'autoritaire Marx a découvert la vertu des états-majors : le rôle de la masse, active mais obéissante, intellectuellement passive, est diminué d'autant. Ce n'est pas par hasard que le marxisme s'est incarné — et s'est sclérosé — dans les dictatures politiques d'un Staline, d'un Trotski, d'un Tito.

La grande découverte, celle de M. Quint en la circonstance, touche moins juste quand elle se mêle de jurer simultanément sur deux plans : le plan économique et le plan politique. Sans nier leurs interférences, mais en soulignant leur dissociation possible, les anarchistes désignent deux systèmes à abattre à la fois : le capitalisme et le centralisme étatique. S'ils ont tort, si leur théorie est fausse, il faut s'employer à le démontrer. En tout cas, on n'a pas le droit, dans une étude consacrée aux anarchistes, de se dispenser, à coups d'affirmations que précisément ils contestent, de présenter et de développer leurs théories fondamentales.

Ou bien l'on s'excuse à se faire traire d'ignorant et d'imposteur.

Qu'on morigène les anarchistes parce qu'ils ont volontiers revêtu d'incendier des palais, passe encore. Mais qu'on leur propose, tout de go, en modèle un homme qui rêvait d'y installer le prolétariat ! (n° 25, page 20, colonne 2). Belle découverte ! L'analyse anarchiste s'emploie justement, non pas à détruire, mais à préciser cette notion de « loi », en distinguant entre « loi naturelle » (ou « nécessaire ») et « loi arbitraire » comme Rousseau l'a fait pour la notion d'inégalité (« inégalité naturelle » et « inégalité sociale »).

Les anarchistes, croit encore M. Quint, révèlent de l'analyse théorique la plus forte analyse théorique de l'anarchie fait retour dans une certaine mesure à la loi », constate triomphalement M. Quint (n° 23, page 19, colonne 1). Belle découverte ! L'analyse anarchiste emploie justement, non pas un homme qui rêvait d'y installer le prolétariat ! (n° 25, page 20, colonne 2), voilà qui ne peut que soulever une assez belle raillerie ; il faudrait d'abord tenter de leur prouver que l'entreprise n'était pas une gigantesque déuperie. Or, on n'a, jusqu'ici, réussi à installer dans les palais gouvernementaux que des nouveaux despotes, dont la phraséologie prolétarienne, quand ils l'ont conservée, peut tout juste faire illusion. Au centralisme politique a succédé un centralisme politique renforcé. Les anarchistes prétendent qu'il ne pouvait en être autrement, et qu'une révolution autoritaire, même engagée au nom de l'égalité, portée en elle les germes de l'inégalité à venir, avec menaces d'aggravation. — C'est là une thèse qu'il faut ou retenir ou attaquer, mais qu'il n'est pas honnêtement possible (ni même habile) de passer sous silence.

Car l'anarchisme est une doctrine économique et sociale. Essentiellement, il peut avoir des prolongements mystiques, des schéma métaphysiques ; c'est l'affaire des individualistes, non de la doctrine. Le pluralisme philosophique (article de notre camarade R. Michel dans *Etudes Anarchistes* de novembre 1948) est, à l'heure actuelle, clairement revendiqué par les théoriciens anarchistes. Il était, depuis l'origine, nécessairement impliqué dans l'attitude libertaire.

L'anarchisme, il est vrai, met l'accent sur la morale : il ne croit pas qu'on puisse impunément user de moyens en contradiction avec les faits. Peut-être parce que dans une phase de son développement, il a eu cruellement à en souffrir. Du moins le reconnaît-il et mérite-t-il, moins que toute autre doctrine d'être attaqué dans ce domaine.

L'anarchisme est une doctrine solide et vivante, M. Quint et ses amis ne l'ignorent pas, qui cherchent à le déconstruire en le défigurant, à le tuer en le calomnier. C'est aussi une doctrine réaliste et humaine : de plus en plus nombreux sont ceux qui, malgré M. Quint et ses amis, s'en informe, le comprennent et s'y rallient.

Pour le Comité National, Le Secrétariat de la Fédération Anarchiste.

(1) « Ce mythe délitant » (n° 23, page 18) ... « Les touchantes anarchistes » (n° 23, page 19) ... « Pré-ch-précha généraux » (ibid) ... et cette curieuse érection : « Le 24, page 16, l'Etat sans érection » (n° 24, page 16).

(2) Bakounine était panislaviste et non anarchiste, quand il écrivit sa Confession (1850). Poudhon se reniait, lorsqu'il en appela à Napoléon.

(3) A cet égard, Alain Sergent et Claude Harrelle, « Histoire de l'anarchie », page 865.

L'abondance des matières nous oblige à reporter la suite de notre reportage : « Les Anarchistes au Pays de Tito », à notre prochain numéro.

M. LAISANT.

NEUMANN : Déporté en Sibérie, 295 fr. (235 fr.) — V. SERGE : L'Affaire Toulaev, 385 fr. (425 fr.). Si l'Etat est minuit dans le site (216 fr.) — GUY VINCENT : L'U.R.S.S. Concentrationnaire, 180 fr. (168 francs). J. MARGOLINE : La Condition inhume, 630 fr. (675 fr.) — SANDOR GARAY : Volontaires pour la mort, 225 francs (255 fr.) — GREGORY VASSILIEF : Mon amie Vassia, 390 fr. (220 fr.) — MAR DVORJETSKI : Ghetto à l'Est, 375 fr. (405 francs). A. ALMIGA : Au pays du mensonge, déconcertant 300 fr. (330 fr.) — Sibérie, 150 fr. (165 fr.) — DOMMANGER : Jacques Roux, le curé Rouge, 100 fr. (130 francs). — IDA METT : La Commune de Cronstadt, 100 fr. (120 fr.) — P. LAPEYRE : Le Génie, 575 fr. (625 fr.) — A. LORULOT : La Crimée, 100 fr. (125 fr.) — HEM DAY : La fascisme contre l'intelligence, 15 fr. (23 fr.) — A. KOESTLER : Analyse d'un miracle, 600 fr. (645 fr.) — André et Doré PRUD'HOMMEAUX : Spartacus et la Commune de Berlin 1918-1919, 150 fr. (180 fr.) —

Mouvement ouvrier (tome I 1888-1871), 450 francs (495 fr.) — (Tome II 1871-1936), 450 francs (495 fr.) — ALEXANDRE : Avènement de la France Ouvrière, 210 fr. (240 francs). — L. LOVET : Découvertes de l'anarchisme, 25 fr. (25 fr.) — B. FOUCHE : La Vie Héroïque de Ross Luxembourg, 40 fr. (50 fr.) — DOMMANGER : Jacques Roux, le curé Rouge, 100 fr. (130 francs). — Ida Mett : La Commune de Cronstadt, 100 fr. (120 fr.) — P. LAPEYRE : Le Génie, 575 fr. (625 fr.) — A. LORULOT : La Crimée,

# Le patronat et les conventions collectives

D'EPUIS la libération, l'augmentation constante de la production, les profits et superprofits capitalistes pouvaient permettre une augmentation progressive du niveau de vie des classes laborieuses. C'est le contraire qui s'est produit, et l'augmentation constante des prix devant des salaires quasi-bloqués a rendu de plus en plus difficile l'existence des travailleurs.

Le Gouvernement est arrivé à ce résultat par une politique qu'il est facile et instructif d'analyser.

La première étape a été les nécessités du relèvement de la France. La deuxième a été la politique des manches retroussées. La troisième, celle de la « baisse des prix ». Ces trois politiques, soutenues en brandissant l'épouvantail de l'inflation et du cycle infernal.

Nous avons dénoncé, en leur temps, ces trois escroqueries ; souligné qu'il était plus important pour notre régime que les sociétés fassent des bénéfices scandaleux, que l'ouvrier arrive à vivre décemment.

Nous n'avons pas été écouté par la plus grande partie des travailleurs, qui ont suivi les grandes « centrales ouvrières » qui se faisaient l'écho de la politique gouvernementale et patronale. Le résultat a bien été celui que nous avions annoncé.

Le troisième politique ayant donné tout ce qu'elle pouvait rendre, les grèves commençaient à devenir menaçantes. Il fallait trouver un autre panneau ou faire donner les travailleurs. Cet autre panneau a été les *conventions collectives*.

Aux ouvriers qui luttaient directement pour des augmentations de salaires, on promit des conventions collectives dans le cadre desquelles se résoudraient bien plus facilement les problèmes de revalorisation du niveau de vie des travailleurs. Avec cette promesse, on put gagner encore un temps précieux. Ici, le temps travail contre les travailleurs, la baisse du pouvoir d'achat s'aggrave et la différence sera d'autant plus difficile à combler qu'elle sera plus grande. Le principal objectif de l'Etat semble être de gagner le plus de temps possible. Les dernières grèves hâtent le vote de la loi : depuis le 11 février 1950, la liberté des salaires est rétablie dans le cadre des conventions collectives, la loi prévoit même que des accords provisoires de salaire pourront être conclus en attendant la conclusion définitive des conventions collectives.

Cette loi arrive à point pour le patronat, au moment où l'échec des dernières grèves a fait perdre aux travailleurs une grande partie de leur confiance en eux-mêmes. Et là, il est impossible de passer sans souligner la responsabilité de ceux qui, en s'abstenant de la lutte ou en la combattant sous prétexte qu'elle était politique, ont permis la victoire du patronat. S'ils sont contents d'avoir favorisé un échec de la CGT, il ne faut pas qu'ils se dissimulent que ce sont les travailleurs qui en subissent les conséquences. C'est ce manque de confiance des travailleurs, ainsi que les divisions qui existent parmi eux qui permettent à la délégation patronale de le prendre de haut lors des discussions dans les commissions des conventions collectives.

Le Gouvernement, en rendant la liberté au salaire dans le cadre des conventions collectives savait bien ce qu'il faisait. Il comptait bien sur des discussions très longues et confuses qui auraient pour résultat de maintenir le statu quo. En fixant le minimum vital à 13.500 francs, il montrait bien dans quelle voie il entendait que les discussions s'engagent.

Les conventions collectives ne peuvent rien apporter par elles-mêmes. Si les travailleurs sont assez forts pour obtenir des améliorations, ils peuvent les obtenir en dehors des conventions collectives, sinon ils n'en obtiendront pas plus dans leur cadre. Par contre, elles sont une voie de garage vers laquelle on peut diriger les revendications ouvrières dont la moyenne se situe aux environs de 20 %.

Pour leur part, les représentants employeurs : 1) se refusaient, en utilisant à cette fin les déclarations de M. Guy Mollet, à considérer le minimum garanti de 78 francs comme base pour l'ensemble des salaires, en d'autres termes, demandaient la suppression des coefficients et le resserrement de l'éventail ; 2) proposaient que le minimum théorique de l'ajusteur soit porté de 70,20 à 92 francs et celui de l'outilleur de 75,90 à 105.

## AVANTAGES MINIMES

Sur ces deux points fondamentaux, l'accord n'est pas très éloigné de leur donner entière satisfaction. Il n'est plus question des coefficients par rapport au manœuvre, considéré comme base 100, mais uniquement de la fixation des salaires pour chaque catégories.

Une telle concession est-elle compensée par une augmentation importante de la masse des salaires ou par des avantages annexes ? Il ne le semble pas. On ne peut en effet s'arrêter au fait que le minimum est passé pour le manœuvre de 59,50 à 81 et 84 ; les anciens minima « légaux » n'avaient aucune signification réelle puisque le salaire moyen effectivement payé était de 78 francs ; le gain réel de l'accord représente donc une augmentation qui pour les manœuvres s'élève à 4 francs.

## CALENDRIER 1951

### LE LIBERTAIRE

D'une présentation artistique impeccable, 2 couleurs, rouge et noire, avec feuillets mensuels, sur fort carton, au prix de 80 fr., franc 95 fr. C.C.P. E. Guillemau 5072-44.

A chaque lecteur du « Libertaire », un calendrier du « Libertaire ».

Passez dès aujourd'hui votre commande, nous vous l'expédierons la première semaine de décembre.

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant. Paris

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers - La terre aux paysans

## Réflexions sur une arme moderne

# LA GRÈVE GESTIONNAIRE

**L'**IDEE de la grève gestionnaire fait son chemin. Peut-être la technique gestionnaire proprement dite est-elle encore mal comprise. C'est le propre des idées nouvelles de cabrer la pensée conservatrice des révolutionnaires qui dans l'extrême difficulté de la lutte et l'inertie des milieux sociaux prolétariens s'accrochent à des principes classiques qui ont fait leur preuve ou sont admis comme définitifs par la conscience populaire. La tactique revendicative ne s'intéressant qu'aux salaires, sans égard à aucune autre méthode d'action qui pourrait agir sur la distribution c'est-à-dire sur la part devant revenir à chacun sur le revenu national, plonge le mouvement ouvrier dans cette faiblesse et cette vie au jour le jour qui rendent impossible une action énergique sur les institutions capitalistes et étatistes.

La puissance du capitalisme et de l'Etat s'est-elle accrue par rapport à la force ouvrière ? Le capitalisme et l'Etat disposent de moyens de répression non plus nombreux, mais plus efficaces : le char, l'avion, voire le bombardement assurent certes aux institutions bourgeois une puissance plus grande de domination. Mais un climat de grève gestionnaire peut tenir en échec ces moyens de violence.

Un bombardement est possible pour détruire une usine, mais il ne peut neutraliser une activité industrielle gestionnaire, à la fois parce qu'il peut contribuer à éveiller les in-

dépendants et les je-m'en-foutistes, et parce qu'une activité gestionnaire fait le vide devant le maximum de répressions.

On peut bombarder des populations indochinoises ou arabes qui se soucient contre le « civilisateur », mais il est difficile d'agir de la même manière.

L'avion permet le transfert rapide des forces de répression d'un point à un autre, mais ce moyen n'est efficace qu'à partir du moment où les grèves sont sporadiques, manquent d'envergure. Mais, à partir du moment où les grèves sont concertées suivant un plan

grade, les travailleurs sont décidés à être de moins en moins les victimes des manuels d'économie politique ; tôt ou tard, ils seront appelés à soulever la chape de plomb qui les maintient dans leurs conditions.

### TECHNOCRATIE ET EXPROPRIATION

Si, aujourd'hui, les technocrates et les organisateurs veulent remplacer la bourgeoisie classique avec son libéralisme que deux guerres ont mis en pièces, effectuant ainsi une révolution silencieuse par le haut, les travailleurs, même sans en avoir toujours conscience, effectuent eux aussi cette révolution silencieuse par le bas, pour détruire les nouvelles pyramides sociales qui veulent changer le degré des privilégiés sans en détruire la nature. Les travailleurs se rendront de plus en plus compte que les privilégiés issus de la propriété des instruments de production ou de la fonction sociale sont nuisibles et font renaitre sous une autre forme l'oppression.

La nécessité ouvrira les yeux et l'éducation ouvrira l'esprit.

Direction syndicale de la production par le système de l'élection des plus capables, unité d'entreprise pour faire disparaître la concurrence qui se détruit elle-même en détissant une partie de l'effort, propriété sociale du sol, de ce qu'il y a dessus et dessous, propriété sociale des capitaux dans leurs diverses formes : matières premières, machines, encaisses métalliques, devises, réseaux de coopératives de gros et de détail pour remplacer le commerce capitaliste répartiteur et distributif, enquêtes et sondages dans les populations pour connaître les besoins, leur importance et leur variété, administration communale sans l'officier de police judiciaire qu'est le maire et sans les arrêts préfectoraux, exercice du pouvoir direct par la population elle-même pour tout ce qui intéresse la vie locale, création de comités régionaux et interrégionaux pour résoudre les problèmes qui dépassent les limites des communes, des régions et des pays, voilà l'effort colossal et de longue haleine d'une action gestionnaire sporadique, hésitante, puis sûre, faisant napper d'huile.

Les événements, quels qu'ils soient, ne peuvent pas changer les données de ce problème. Dans tous les pays industriels, les données de ce problème sont identiques, parce qu'une longue industrialisation a rendu le problème des salaires insoluble. Les parts du capitalisme, de l'Etat et de leurs créatures, l'entretien de ce monde parasite de plus en plus grand empêche l'extension des salaires. Les salaires peuvent s'étendre, mais les pouvoirs d'achat se rétrécissent.

Il n'est plus possible de se rattraper sur les colonies, parce que les colonies existent de moins en moins, la guerre, les grandes idées que les chefs d'Etats véhiculent pour épouvoir les peuples, afin qu'ils acceptent l'érgonomie, la propagande révolutionnaire à long terme, tout cela éveille des hommes expatriés au 2<sup>e</sup> degré prolétaires des populations pour connaître les besoins, leur importance et leur variété, administration communale sans l'officier de police judiciaire qu'est le maire et sans les arrêts préfectoraux, exercice du pouvoir direct par la population elle-même pour tout ce qui intéresse la vie locale, création de comités régionaux et interrégionaux pour résoudre les problèmes qui dépassent les limites des communes, des régions et des pays, voilà l'effort colossal et de longue haleine d'une action gestionnaire sporadique, hésitante, puis sûre, faisant napper d'huile.

L'action gestionnaire a deux faces. Celle de l'immédiat, celle à plus longue échéance. Celle de l'immédiat, c'est la lutte pour les industries clés dont dépendent toutes les autres, lutte inégale et diverse; celle à plus longue échéance continue par les générations, c'est l'érosion du parasitisme du continent et de tous les continents, c'est la possibilité pour le blanc, le jaune et le noir de se regarder face à face sans haine raciale, sans arrêter-pensée millitaire, sans visée dominatrice.

L'action gestionnaire à court terme alimente l'action gestionnaire à long terme; gestion de matières premières mondiales, division du travail international sans profitiers, soudure de toutes les parties du monde que la race des avions et des machines retiennent toujours plus.

Pour la vie de tous les jours et pour une œuvre grandiose qui nous dépasse, luttons pour les deux formes de l'action gestionnaire.

ZINOPoulos.

# LE PROCÈS DE GÊNES

Nos camarades de la F.A. Italiennes, de nouveau en Cour d'Assise le 13 novembre, après six mois de prison.

COMME il fallait s'y attendre, le procès intenté par la Justice italienne contre nos camarades Mancuso, Busico, et De Luchi à la suite de l'attentat commis par eux contre le Consulat franquistre de Gênes traîne en longueur.

Après que le tribunal de Gênes se soit déclaré incompetent et ait transmis le dossier à la Cour d'Assises, voilà que maintenant, devant la popularité du geste de nos camarades, la Justice italienne détourne la procédure.

Pour avoir dit à certains juges qu'ils avaient appartenu aux tribunaux fascistes de Mussolini, nos camarades sont poursuivis à présent pour outrage à magistrat.

La Justice italienne veut ainsi transformer le procès d'idéologie en celui de droit commun.

Mais elle ne trompera personne, au contraire : les hommes libres du monde entier crieront leur dégoût à la bourgeoisie décadente au service du

fascisme franquistre. Nous savons depuis longtemps qu'il ne peut y avoir de vraie justice tant que subsisteront l'Etat et le Capital. Les juges, hier au service de Mussolini, aujourd'hui de la démocratie, seront demain les fidèles valets des Staliniens s'ils vendent au pouvoir.

Nous ne tolérons pas qu'un gouvernement défende la dictature franquiste alors que chaque jour nos militants tombent en Espagne pour conserver la dignité humaine.

Que nos camarades italiens soient assurés de la solidarité agissante des anarchistes du monde entier. Leur geste a d'ailleurs déjà suscité des actes comme celui de Ruco Fleita à Mexico, abattant un homme de confiance de Franco, et il faut que les soutiens de Franco s'aperçoivent que l'Internationale anarchiste n'est pas un vain mot.

Contre la pseudo-justice au service de la bourgeoisie internationale et pour qu'enfin disparaissent toutes les formes d'oppression et de répression, les ouvriers du monde, unis, avec les Anarchistes, édifieront la société libre et sans classe.

DUVERGER.

Nous nous excusons d'être dans l'obligation de différer la publication des comptes rendus sur le CONGRES DE LA C.N.T. Les travaux du Congrès n'étant pas terminés au moment où nous mettons sous presse.

MOINE  
(Commission syndicale).

Nous nous excusons d'être dans l'obligation de différer la publication des comptes rendus sur le CONGRES DE LA C.N.T. Les travaux du Congrès n'étant pas terminés au moment où nous mettons sous presse.

MOINE  
(Commission syndicale).